

1.2.2.

Education & emploi / L'éducation et la crise économique:

Projet de résolution : Réformer les régimes fiscaux pour financer le service public d'éducation

Projet de résolution sur l'enseignement supérieur, la recherche et la crise financière mondiale

Proposé par: UCU/Royaume Uni

Langue originale: Anglais

Le 6^{ème} Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation (IE) réuni au Cap, Afrique du Sud, du 22 au 26 juillet 2011 :

Le Congrès prend note de la grande diversité des réponses apportées à la crise financière mondiale par les gouvernements nationaux à travers le monde. Certains gouvernements ont saisi l'opportunité d'une part de réaffirmer le rôle du secteur public comme une arme dans la lutte pour plus de cohérence économique et sociale durable et d'autre part de considérer l'enseignement supérieur et la recherche comme un domaine clé où investir. Cependant le Congrès s'inquiète des attaques idéologiques vicieuses contre les universités et les programmes de recherche qui sont un bien public dans un certain nombre de pays, attaques qui sont en fait présentées comme une solution objective or technocratique alors même qu'il n'en est rien.

Le Congrès réaffirme fermement que la responsabilité de la crise réside sans conteste dans la cupidité et l'imprudence du secteur financier et dans la pusillanimité des gouvernements à tolérer cette cupidité et à l'installer après chaque moment de dérégulation.

La crise a été utilisée comme prétexte pour promouvoir un ensemble de principes néo conservateurs dans l'enseignement supérieur et la recherche et qui mettent à mal les caractéristiques essentielles du secteur de l'enseignement supérieur public y compris les libertés académiques et l'autonomie institutionnelle, la qualité et l'accès. On notera en particulier:

- L'imposition d'un modèle basé sur le marché ou l'approche client;
- Le transfert des coûts, de l'Etat vers les individus, mettant à mal l'égalité des chances et créant une incertitude massive en ce qui concerne les flux de financements;
- L'encouragement et l'autorisation donnés aux institutions privées ainsi qu'aux fournisseurs à but lucratif de s'approprier les cours les plus lucratifs ;
- les cours ainsi que la recherche dans des disciplines qui ne sont pas directement liés au marché du travail sont ainsi marginalisés;
- de même, comme dans le reste du secteur public, les systèmes de retraite des universitaires sont victimes d'attaques sauvages.

Comme l'a noté la 7^{ème} Conférence sur l'enseignement supérieur et la recherche tenue à Vancouver en septembre 'les vandales sont à nos portes.' Là où ce programme de destruction est mis en oeuvre, les universités sont jetées en plein désarroi et les talents et aspirations d'une génération d'étudiants sont mis en péril. Le Congrès appelle le Bureau Exécutif à organiser d'urgence une campagne raisonnée afin de protéger l'enseignement supérieur dans les pays où il est menacé, campagne construite en faisant appel aux expériences des pays où l'enseignement supérieur et la recherche sont développés et soutenus malgré le contexte difficile. La campagne devra se saisir de ces questions aux niveaux mondial et régional et soutenir également les campagnes au niveau national.